

27.09.2024 - 15:26 Uhr

CSI écrit à la présidente de la Confédération suisse / Plus d'affaires avec l'Azerbaïdjan !



Binz (ots) -

L'organisation de défense des droits de l'homme Christian Solidarity International (CSI) demande à la présidente de la Confédération suisse Viola Amherd de stopper toute activité économique de la Suisse dans la reconstruction de la région du Haut-Karabakh, ethniquement nettoyée par l'Azerbaïdjan.

Le Haut-Karabakh, ou Artsakh, comme la population locale appelle sa région vallonnée, a été entièrement nettoyé de sa population arménienne par l'Azerbaïdjan il y a un peu plus d'un an, après un blocus de neuf mois et une guerre éclair de deux jours. L'ancien premier procureur de la Cour pénale internationale, Luis Moreno Ocampo, et d'autres experts en droits de l'homme ont qualifié cette épuration ethnico-religieuse de " génocide ".

Prendre un verre avec un dictateur ?

Sur le site internet du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, se trouve une photo ainsi qu'une vidéo le montrant avec Viola Amherd, présidente de la Confédération suisse, en train de boire un verre lors de la 4e réunion de la Communauté politique européenne (CPE) près d'Oxford le 18 juillet 2024. Selon la déclaration officielle, Mme Amherd et M. Aliyev ont discuté à cette occasion " des contributions des entreprises suisses à la reconstruction dans les régions libérées d'Azerbaïdjan ".

Or, cette région est ethniquement et religieusement nettoyée !

" Le terme *régions libérées* est un euphémisme utilisé par le régime d'Aliyev pour désigner le Haut-Karabakh ethniquement et religieusement nettoyé ", soulignent John Eibner, président international de CSI, organisation de défense des droits de l'homme basée à Binz près de Maur (ZH), et Simon Brechbühl, directeur de la filiale suisse de CSI, dans une lettre adressée le 25 septembre 2024 à la présidente de la Confédération Viola Amherd.

Profiter de la purification ethnique ?

Le régime d'Ilham Aliyev avait auparavant présenté des plans pour installer environ 140 000 musulmans azerbaïdjanais au Haut-Karabakh d'ici 2026, dans le cadre de son " grand programme de retour " de plusieurs milliards de dollars, afin de créer des faits accomplis. L'Azerbaïdjan, l'un des pays les plus riches du monde en pétrole, se classe parmi les États les plus corrompus dans l'Indice de perception de la corruption 2023. Et voilà que des entreprises occidentales se voient proposer des contrats lucratifs pour participer à la phase finale du processus de nettoyage ethnique.

MM. Eibner et Brechbühl de CSI regrettent que le Conseil fédéral suisse n'ait pas réagi de manière décisive à l'alerte au génocide lancée par Christian Solidarity International le 19 décembre 2022, ni à son appel du 13 janvier

2023 concernant le Haut-Karabakh.

La Suisse est restée inactive

Bien que la Suisse ait été membre du Conseil de sécurité de l'ONU pendant la quasi-totalité des neuf mois d'épuration ethnique au Haut-Karabakh, elle est restée inactive dans cette affaire. Elle n'a fait aucune proposition pour contraindre l'Azerbaïdjan de mettre fin à ce grave crime contre l'humanité. " Les conséquences tragiques de cette inaction sont malheureusement maintenant évidentes ", déclare CSI dans sa lettre adressée à Mme Viola Amherd. Des autocrates comme le président Aliyev, " qui n'hésitent pas à commettre des génocides, se sentent encouragés à commettre de nouvelles atrocités en toute impunité ".

COP29 à Bakou : un signal fatal

En novembre 2024, l'Azerbaïdjan accueillera la conférence mondiale de l'ONU sur le climat (COP29), un pays qui compte parmi les plus grands exportateurs de combustibles fossiles au monde. Ce mandat est une sorte de récompense pour la libération de certains otages arméniens en décembre dernier, trois mois après le nettoyage ethnique du Haut-Karabakh. On s'attend à ce qu'une délégation suisse de haut niveau participe à la COP29. Ce serait toutefois un signal fatal, prévient CSI.

La Suisse doit préserver sa réputation

Afin de rétablir sa réputation de défenseur actif et indépendant des droits de l'homme, CSI propose au Conseil fédéral de Suisse les mesures suivantes :

- les entreprises suisses devraient se voir interdire de participer à la reconstruction du Haut-Karabakh, nettoyé sur le plan ethnique et religieux ;
- la Suisse ne devrait pas envoyer de délégation de haut niveau à la conférence mondiale de l'ONU sur le climat (COP29) organisée par l'Azerbaïdjan ;
- un dialogue institutionnalisé avec les représentants de la population du Haut-Karabakh, déplacée par la force, devrait être établi.

Pas d'accord économique avec l'Azerbaïdjan !

CSI demande instamment au Conseil fédéral de ne pas conclure d'autres accords avec l'Azerbaïdjan tant que le gouvernement du président Aliyev ne reconnaîtra pas le droit au retour des Arméniens du Haut-Karabakh, ne libérera pas tous les otages arméniens et ne placera pas l'héritage culturel du Haut-Karabakh sous protection internationale.

" Cela ne profiterait pas seulement aux victimes arméniennes chrétiennes de l'épuration ethnique et religieuse, mais renforcerait également la réputation internationale de la Suisse ", souligne CSI. L'organisation de défense des droits de l'homme espère que le Conseil fédéral s'assurera que la Suisse " agisse dans le sens des victimes d'atrocités, conformément à sa souveraineté historique, à sa neutralité, à son humanité et à sa solidarité ".

Contact:

Joel Veldkamp | Responsable communication internationale de Christian Solidarity International (CSI) | 076 258 15 74 | joel.veldkamp@csi-int.org

Laurent Schlatter | Responsable CSI-Suisse romande | 044 982 33 70 | info@csi-suisse.ch

Medieninhalte



La présidente de la Confédération suisse Viola Amherd s'entretient avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev : la Suisse participe-t-elle à la reconstruction d'un territoire nettoyé sur le plan ethnico-religieux - Les Arméniens du Haut-Karabakh ont besoin de notre soutien. Photo : CSI, capture d'écran president.az / Bulletin CSI / Texte complémentaire par ots et sur www.presseportal.ch/fr/nr/100007062 / L'utilisation de cette image à des fins éditoriales est autorisée et gratuite, pourvu que toutes les conditions d'utilisation soient respectées. La publication doit inclure le crédit de l'image.